

RICCARDO PETRELLA

## Cinq pièges qui guettent l'éducation

ARIANE ÉMOND

Il y a des êtres humains qui sont capables de réenchanter quelque chose qui est en train d'être mis de côté. Riccardo Petrella est de ceux-là et je suis persuadée que lorsque nous sortirons d'ici, plus tard, notre coefficient de solidarité, de plaisir à continuer à travailler ensemble va être augmenté. Alors, les cinq pièges qui guettent l'éducation face à la mondialisation, Riccardo Petrella nous en parlera de façon passionnante.

RICCARDO PETRELLA

Bon après-midi à vous tous. Je suis un peu ému. J'espère que nous passerons un après-midi intéressant ensemble. Merci de m'avoir invité, de m'avoir donné la parole, car pour un Italien, avoir la possibilité de parler, c'est le plus beau cadeau. On me demande souvent comment je fais pour voyager ainsi partout, tout le temps, et je dis: «Si vous connaissez les Italiens, vous devriez savoir qu'ils adorent parler.» Si on leur donne la tribune, ils courent partout, par monts et vallées; ils iront au Québec, en Afrique, partout. Voilà pourquoi je suis ici cet après-midi.

Au fait, mon intervention portera sur trois points. Le premier point essaiera de comprendre ce qu'il y a dans les

tréfonds du mouvement de nos sociétés. On essaiera de voir si l'eau est cristalline et si on peut remonter à la source. Quand on essaie de comprendre les phénomènes complexes, on essaie de remonter aux causes principales. J'essaierai de remonter à la source de ce qui fait problème aujourd'hui dans le domaine de l'éducation face à la mondialisation. Il me semble que la première grande rivière à la source des problèmes de l'éducation, c'est ce que, depuis une cinquantaine d'années, on a appelé les grandes mutations scientifiques et technologiques. On nous dit que nos sociétés sont soumises à des bouleversements continuels dus au fait qu'on est en train de faire des sauts qualitatifs sur le plan des connaissances, qu'on a fait des révolutions dans tous les domaines : qu'il s'agisse du domaine de la matière, par exemple, l'énergie nucléaire ; qu'il s'agisse des matériaux, par exemple, les matériaux composites ; qu'il s'agisse du domaine de l'information avec les « *computers* » et toutes ces technologies de l'information et de la communication ; qu'il s'agisse du domaine du vivant avec l'ingénierie biogénétique, et ainsi de suite. Désormais, on nous dit que, depuis 50 ans, la société où nous vivons n'est plus la société d'avant, que ce changement scientifique et technologique aurait modifié complètement la condition humaine, aurait complètement modifié les relations entre les êtres humains.

Donc, ces bouleversements auraient complètement modifié la société, la manière selon laquelle on vit, on dort, on mange, on voyage, on pense, on travaille, et ainsi de suite. On nous dit que ces changements scientifiques et technologiques seraient tellement vastes, tellement profonds, tellement rapides que nous serions pratiquement dans une civilisation différente de celle qui existait avant la Deuxième Guerre mondiale. C'est pour cela qu'on a inventé tant de mots pour définir la nouvelle société : société post-industrielle, société de l'information, société « *paperless* », société des communications. On serait complètement plongés dans un monde de mutations permanentes, car les changements seraient caractérisés par l'accélération

du mouvement de mutation. On se retrouve dans des tourbillons où l'on est en train de changer en permanence et ce changement s'accélère, s'accélère encore, de sorte que l'on vit chaque jour et chaque seconde dans un monde semblable à celui des marchés financiers actuels. On arrive alors à un certain moment, nous, petites molécules, où l'on voit tout cet univers en ébullition et alors on se dit: Oh là là! On a peur, on est inquiets et on constate que, dans tout cela, on n'y est pour rien. On nous dit que tous ces changements viennent d'ailleurs, que vous, enseignants, vous ne les avez pas créés, ces changements. Ce sont les autres qui les ont créés. On vous demande: «Qu'est-ce que vous faites, là, face à tous ces changements qui viennent d'ailleurs?» La seule chose que vous pouvez faire, c'est d'essayer de vous y adapter, non? C'est essayer de les comprendre. Vous ne pouvez pas résister, vous ne devez pas vous y opposer; vous n'avez qu'à... si vous voulez vivre. Si vous n'essayez pas de maîtriser les vagues dans lesquelles ce tourbillon vous entraîne, eh bien! vous serez éliminés, écrasés.

On nous dit également que tous ces changements scientifiques et technologiques ont fait en sorte que, depuis les 15 dernières années, nous aurions produit beaucoup plus de connaissances que 90% du capital cognitif de l'humanité accumulé au cours des milliers d'années précédentes. On a donc l'impression que nous sommes devenus finalement des espèces de Prométhée qui ont pris le feu des dieux et qui n'ont pas encore été punis. Nous avons l'impression que nous sommes finalement dans l'état où se trouvait la pauvre dame Ève, en train de croquer la pomme de la connaissance sans toutefois provoquer la fureur de Dieu. Regardez, nous dit-on, nous sommes dans une ère nouvelle, nous sommes héritiers des changements qui ont augmenté notre capacité de comprendre et de savoir, d'avoir des compétences, des savoir-faire, des technologies qui manipulent l'énergie et la matière, l'information, les vivants. Nous serions désormais arrivés dans une nouvelle société, la société de la connaissance. Cela signifie que la connaissance est désormais la principale source de richesse

des nations, la principale source des richesses de la population mondiale et de la race humaine. La connaissance est ainsi devenue un facteur déterminant de toute production de la richesse, la forme la plus avancée de la valeur. Voilà la première grande rivière. Et on nous a convaincus que, au-delà des turbulences, nous sommes obligés d'aller dans cette rivière de la société de la connaissance. Vous vous imaginez toutes les conséquences que cela implique pour l'éducation...

L'autre grande rivière, qui est liée en partie aussi à la première, est celle qui consiste à dire que, depuis 50 ans, on constate une mutation de la société sur le plan du temps et de l'espace. On constate que non seulement il y a l'accélération de l'histoire et de la durée de vie des produits, à cause des changements technologiques continus et plus rapides, on constate aussi la réduction du temps. On voit en effet que les compétences que nous avons acquises à l'école ou dans un itinéraire professionnel ont une durée de vie de plus en plus courte. Désormais, on considère qu'un chimiste, après six ou sept ans, est devenu ignorant, qu'un physicien des particules, après trois ans, ne comprend plus rien, et ainsi de suite. La durée des compétences diminue et le temps est comprimé. On parle ainsi de compression du temps; d'une société de l'information et des communications, en fait, on serait devenus une société de l'instant. On nous dit qu'une grande mutation est intervenue en ce qui concerne l'espace. L'espace n'est plus une contrainte; l'espace est en train de se désatialiser, est en train d'explorer. Il n'y a plus cette vision d'unité du lieu et du temps. Il y a éclatement de la dimension humaine dans le temps et dans l'espace. On assiste ainsi à la fragmentation des territoires, des territoires sociaux, des territoires de l'expérience et de la mémoire, à la fragmentation des territoires économiques et politiques. De plus en plus cette fragmentation signifie l'explosion, l'élargissement. On assiste à la globalisation de l'espace.

On nous dit que cette globalisation est le fruit d'une évolution naturelle, une espèce d'«inévitabilité» de l'his-

toire de l'Homme. On ne peut plus avoir la possibilité de vivre et de penser, de projeter, d'aimer dans un territoire délimité par des frontières qui seraient devenues des contraintes, par des espaces économiques devenus trop petits. Finalement, l'espace optimal de référence de la condition humaine serait celui de la mondialisation. À partir des années soixante-dix, on l'a constaté, une grande rupture s'est produite dans le monde occidental, provoquée par la crise du monde financier en 1971-1973, avec la crise du pétrole. Cette rupture a complètement modifié la perception que nous avons de notre sécurité territoriale, de notre sécurité économique, de notre sécurité énergétique. De plus, la fin de la décolonisation a permis de voir un monde nouveau qui pouvait devenir important. La crise a marqué les États-Unis qui ont reçu une baffe formidable au Vietnam, dont ils ne se sont sortis que 10 ans après. À cette époque, il y a eu toutes sortes de mesures prises qui ont fait que cette globalisation de l'espace s'est mise en place grâce aux mesures de libéralisation du mouvement des marchandises et des capitaux, et la libéralisation des services a suivi. Ce phénomène de libéralisation exige que soit libérée l'énergie de toute la planète qui, désormais, ne peut plus être enfermée dans des espaces fragmentés. Il faut donc créer l'unique grand marché mondial, un espace des nouvelles opportunités. Il faut donner à chacun de nous cette possibilité de se retrouver dans cette immense potentialité que représente le vaste monde. Libérons les marchés, libérons les nations, libérons les enseignements nationaux, libérons les institutions locales. Faisons en sorte que les flux circulent comme les idées, comme les capitaux et les marchandises. Tout cela afin de donner une énergie à cet espace mondial désormais en voie d'unification selon la volonté de Dieu.

À partir des années soixante-dix, on a donc commencé la déréglementation, car on se disait : « À quoi servent toutes ces régulations nationales, à quoi sert un État nation ? » Ce fut la grande Commission de l'an 2000 de Daniel Bell, aux É.-U., laquelle a inventé la formule disant de l'État

nation qu'il était trop grand pour les petites choses et trop petit pour les grandes choses. Alors, on a commencé à déstabiliser, à délégitimer l'existence des États nations, et des États tout court. Il faut désormais que la régulation se fasse dans la dynamique de la libéralisation des mouvements, des idées, des flux financiers, etc. Dans les années quatre-vingt, ce mouvement a été porté par la philosophie de M<sup>me</sup> Thatcher qui s'est imposée peu à peu pour arriver finalement, à la fin des années quatre-vingt, à ce troisième élément de la deuxième rivière, celui de la privatisation.

Il était inévitable, dans le cadre de la libéralisation, que les seuls sujets capables de posséder la maîtrise des ressources indispensables ne pouvaient être que des personnes privées. C'est pour cela qu'on a privatisé toute la propriété du capital social, du capital financier, du capital naturel, du capital culturel et économique. La privatisation a ainsi donné aux sujets privés la capacité de contrôler les décisions en matière d'allocation des ressources disponibles et en matière de répartition des gains de productivité, c'est-à-dire de toute la richesse produite. Ainsi fut créée la mondialisation. Petit à petit, cette mondialisation nous a conduits à penser que la société est un ensemble de transactions individuelles, basées sur les échanges en fonction des variations des coûts et des opportunités, où chacun de nous doit essayer de maximiser l'utilité individuelle. Plus le marché est grand, plus les opportunités sont grandes; plus il y a diversité des transactions individuelles, multiples et flexibles, plus l'utilité individuelle peut être maximisée. Davantage ouvre-t-on le marché pour le rendre mondial, autant c'est profitable pour chacun de nous. C'est ainsi qu'on est parvenu par la mondialisation à la société des marchés.

Maintenant, mettons ensemble ces deux rivières: société de la connaissance et société des marchés. Faites le mariage et ce n'est pas étonnant que la connaissance soit devenue une marchandise. La connaissance fait partie de la société des marchés et inversement. C'est là que commence l'histoire des cinq pièges que je vais maintenant vous décrire.

Alors pourquoi l'éducation se retrouve-t-elle au milieu de la société des marchés? Je crois que l'histoire de la marchandisation de l'éducation a commencé, il y a 20 ans à peu près, avec le fait que nous ayons accepté le concept de ressources humaines, vous autant que moi. Tout est là! C'est à partir du moment où nous avons accepté de dire que chaque être humain est une ressource. Pourquoi l'a-t-on défini ainsi? Parce qu'on a dit que, dans le cadre de la société de la connaissance, de l'économie basée sur la connaissance qui se traduit nécessairement par l'information et la communication, chaque être humain est producteur d'informations et de communication et est devenu réceptacle de connaissances. Celui-ci devient alors la ressource principale, car on a dit que la connaissance est le facteur principal de la richesse d'un pays. Chaque être humain est devenu une ressource humaine. Ayant dit cela, le capital de toute entreprise a été traduit en ressources humaines, facteur de production.

Quand on n'était qu'un simple travailleur, on pouvait être un facteur de production et on pouvait être aussi autre chose après le travail. Maintenant, on ne peut pas être autre chose que ressource humaine avant tout. Si vous avez 45 ans ou 52 ans, que vous êtes devenu une ressource humaine non rentable, que vous dites à votre employeur qui veut vous chasser parce que vous êtes devenu une vieille savate non rentable: «Je suis un père de famille», celui-ci ne comprend pas. «Et alors!» vous répond-il. «J'ai trois enfants», répliquez-vous. «Est-ce que tu es encore une ressource humaine rentable? demande-t-il. Sinon, au revoir!»

Dans le système actuel, chacun de nous a accepté le fait que si nous ne sommes pas une ressource humaine rentable, nous ne pouvons obtenir un travail et avoir un revenu. Il faut être rentable d'abord. Ce n'est pas parce que l'on a un droit comme personne, car en tant que ressource humaine, on n'a pas de droit à l'existence. En tant que personne humaine, j'ai droit à l'existence et je n'ai pas le devoir de démontrer que je suis une personne humaine. En

tant que ressource humaine, je dois démontrer que j'ai des droits. Comment puis-je le démontrer ? Uniquement si je suis une ressource humaine productive et rentable qui contribue à la création de la plus-value du capital. Si je n'y contribue plus, ou que je ne produis qu'un tout petit peu, je n'ai alors qu'un tout petit peu de droits. Et si ma rentabilité décline, mes droits déclinent également. Voilà pourquoi on a inventé la catégorie des droits sociaux réversibles. Jadis on avait des droits humains et sociaux imprescriptibles. On fait maintenant une distinction pour les droits d'expression de soi, de sa nature humaine. Maintenant, il y a des droits sociaux qui, au contraire, sont des droits distributifs, c'est-à-dire qui dépendent de la capacité de la société de distribuer de tels droits. Or, si cela dépend de votre rentabilité, un droit social distributif peut devenir réversible. À partir du moment que vous n'avez plus le titre qui permet ce droit, que vous ne démontrez plus votre habileté ou votre éligibilité à ce droit, on vous l'élimine. La ressource humaine doit toujours faire la démonstration qu'elle est rentable, employable. Dans le jargon international, on ne garantit plus maintenant le droit au travail. On doit désormais démontrer son degré d'employabilité.

Quel est, pensez-vous, le rôle de l'éducation pour les dirigeants de toutes nos sociétés développées ? C'est de créer les conditions qui contribuent à ce que toutes les ressources humaines de la nation puissent rester employables. La fonction de l'éducation est de former la ressource humaine dans ce seul but d'être employable. La perversion de la vision d'une éducation « tout le long de la vie » et de la formation permanente révèle cette logique qui transforme le système d'éducation en moyen de maintenir toujours chacun de nous en ressource humaine employable pour le système de production. La formation permanente est ainsi devenue un instrument de recyclage des ressources humaines. Si vous ne voulez plus vous recycler, ou que le patron ne veut plus payer pour vous, parce que vous lui coûtez trop cher, que vous devenez une ressource humaine obsolète, non rentable et non recyclable, alors

vous êtes foutu. Faites attention, ne devenez jamais une ressource humaine non recyclable ! C'est là un piège formidable dans lequel est tombé le système d'éducation.

Première prescription que nous devons faire du point de vue de l'engagement civil et politique : il nous faut faire un acte de délégitimation du concept de ressource humaine. Il faudrait que le monde de l'éducation, de manière cohérente et continue dans les années à venir, agisse pour qu'on élimine peu à peu le concept de ressource humaine de notre vocabulaire. Vous ne pouvez pas être les complices d'une usine de fabrication de ressources humaines.

Le deuxième piège dans lequel l'éducation est tombée est un peu lié à cela, tout comme le système d'éducation, les gouvernements et pas mal de syndicats d'enseignants. Je vous disais, au début, que j'allais un tout petit peu vous décevoir, car je ne veux pas vous donner seulement des bisous, cet après-midi. Il y a pas mal de syndicats qui ont accepté l'idée que, finalement, le système d'éducation d'un pays vise surtout à fournir aux ressources humaines du pays les compétences, les qualifications, les savoir-faire nécessaires pour que les entreprises puissent augmenter leur compétitivité sur le marché mondial. Dans bien des pays, l'éducation est désormais considérée comme l'instrument par lequel l'économie du pays peut avoir la garantie de bénéficier de la connaissance traduite en ressource humaine qualifiée, afin de rester compétitive sur la scène mondiale. Vous le savez bien que la plupart des syndicats ont accepté l'idée de la compétitivité, ont accepté l'idée que les écoles doivent former la ressource humaine du pays dans cet objectif. L'entreprise et le capital décident ce que seront les matières à enseigner et les savoirs à acquérir. Petit à petit, le monde de l'éducation et le monde politique essaient de comprendre si on est en train de donner la bonne formation, celle dont on a besoin, dont les entreprises ont besoin. Doit-on évaluer nos programmes de formation de façon à répondre efficacement, de manière rapide et optimale aux besoins des entreprises de notre

région ou de notre ville ? Cela afin que nos entreprises puissent survivre dans la guerre économique, commerciale et technologique mondiale inévitable et contre laquelle on ne peut rien faire. On accepte donc que ce soit le capital privé qui détermine les priorités pédagogiques. Les entreprises décident quoi enseigner, comment enseigner, où enseigner et pour qui. C'est un piège extrêmement important qui se traduit par deux choses : on instrumentalise l'acte d'éducation selon un objectif unique, celui de la compétitivité de l'entreprise privée... Quelle mystification ! Quelle perversion fantastique ! Tout l'acte d'éducation d'un pays est focalisé uniquement sur la réponse aux entreprises dans une guerre de compétition pour qu'elles tuent les autres concurrents. Pouvez-vous imaginer que l'école soit devenue un instrument qui forme des guerriers, pour permettre à des armées dirigées par des généraux mondiaux d'aller tuer d'autres guerriers et battre d'autres généraux ? C'est un peu comme le Wellington de Napoléon, quoi ! C'est une perversion formidable qu'on a faite ainsi du système d'éducation.

La conséquence de ce piège est double. La première consiste à privatiser la politique pédagogique, c'est-à-dire le choix en matière de finalité de l'éducation : pourquoi enseigner, pourquoi apprendre, quoi apprendre et quoi enseigner, en quoi se former, comment apprendre, avec qui. Cette politique pédagogique est donnée aux entreprises privées. Le politique a transféré au domaine privé sa responsabilité de définir les intérêts généraux.

La deuxième conséquence est que l'enseignement supérieur est entré dans la logique de la compétitivité. Les universités se mettent en compétition entre elles pour pouvoir dire : « Moi, je forme la ressource humaine la plus qualifiée pour les besoins de l'entreprise, je suis donc meilleure que l'autre université. Donne-moi l'argent, s'il te plaît, car c'est toi qui dois financer mon université, c'est moi qui suis la plus susceptible de bien utiliser l'argent du pays, et notamment le capital des entreprises, si tu donnes à mon université les contrats de recherche qui me permettent d'alimen-

ter mes principes de formation. Car si je suis meilleure sur le plan de la recherche, je serai la meilleure sur le plan de l'enseignement.» On entre ainsi en régime de concurrence. Il y a de mes collègues britanniques, allemands ou américains qui, depuis des années, se sont vendus à cette logique en acceptant de constituer des méthodologies pour évaluer les universités, en faire la classification et identifier ainsi la «*top number one*». Mais ce sont des amis à moi qui ne le sont plus, des Britanniques qui se sont vendus à M<sup>me</sup> Thatcher de peur d'être éliminés, de peur de perdre leurs facultés universitaires. On a fait un marketing des universités en identifiant les facultés prédominantes dans le monde, en les classifiant et les comparant. Au niveau européen, au niveau mondial, on est devenus comme des joueurs de tennis, des *pop stars*. Cette logique de compétitivité est devenue un cancer qui a atteint les universités et l'enseignement supérieur. C'est normal, car le politique a décidé qu'il ne doit plus financer les services publics; il a décidé, dans le cadre de la privatisation, de faire des choix déflationnistes pour maintenir la stabilité des prix, et diminuer l'inflation pour plaire aux marchés financiers. C'est aussi pour cela que la monnaie a échappé aux pouvoirs politiques nationaux. Les pouvoirs politiques ne peuvent que suivre les indications que les marchés financiers donnent et ceux-ci disent, depuis 35 ans: «Baissez les prix, stabilisez les prix.» Les pouvoirs publics obéissent en réduisant les déficits publics, alors que, pendant bien des années, ces déficits publics étaient des instruments de croissance économique d'un pays. On a même cherché à créer des surplus budgétaires, comme vous l'avez connu au Québec depuis deux ans, tout cela en réduisant les dépenses sociales, celles pour l'éducation, celles pour la santé.

Maintenant, au Québec, vous avez un premier ministre qui a alloué 300 millions de dollars à la lutte contre la pauvreté; et ce même gouvernement a alloué 70 millions pour créer un mur dans la ville de Québec. Mais on n'avait pas plus d'argent pour la lutte à la pauvreté, c'était le maximum que les contraintes financières permettaient. Voilà

aussi pourquoi les universités reçoivent de moins en moins de subsides des pouvoirs publics et qu'elles vont voir les entreprises et les marchés, et en fin de compte les étudiants, pour qu'ils payent. Pourquoi moi, si je suis un étudiant qui doit payer mes études, irais-je dans une université de cancre? Je veux payer pour aller dans la meilleure université. Le second piège est très important, comme vous le constatez.

Le troisième piège, c'est la marchandisation proprement dite. Voici comment elle se manifeste: par une grande beauté. Cette grande beauté est celle des multimédias. La marchandisation du système d'éducation a commencé de manière nette il y a à peu près une dizaine d'années, quand a commencé la révolution du multimédia, lorsqu'on a pu mettre sur un même support images et sons. Avant, vous aviez la télévision, le téléphone et l'ordinateur. Maintenant, vous avez tout cela réuni sur un même support. On a donc commencé à utiliser le multimédia comme méthode d'enseignement. Les producteurs de multimédias et de programmes se sont fait payer, car ce n'étaient pas les ministères qui faisaient cela. Petit à petit, toute l'utilisation de ces multimédias a été inspirée par des principes marchands: je te vends cette utilisation et toi, tu investis en infrastructures, en capital sur lequel tu auras des retours pour récupérer ce que tu as investi. Les multimédias pédagogiques ont développé l'enseignement en ligne, c'est-à-dire l'enseignement à distance. Cela existait déjà depuis 100 ans, même aux É.-U. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait eu un *boom* fantastique de l'enseignement par correspondance. En 1911, on a dénombré 57 universités qui faisaient de l'enseignement à distance, mais de façon tellement commerciale qu'en 1921, une commission du Congrès américain, constatant que la qualité était devenue si horrible et basse, a interdit tout enseignement à distance et par correspondance. Puis voilà que cela recommence!

Maintenant, se répand l'enseignement par la télévision et par Internet. Qui sont les producteurs de tels programmes pédagogiques en ligne? Des sociétés spécialisées

en éducation dans ce nouveau *business* éducationnel qui dépend de Microsoft, de AOL-Times, de Bertelsman, de Vivendi-Universal. Savez-vous qui possède les éditions Nathan, Bordas, toutes ces grandes collections pour l'éducation répandues dans la francophonie? C'est Vivendi. Quand Vivendi achète Universal, c'est pour devenir le numéro 2 mondial d'un système de communications. Vivendi est une entreprise des plus importantes dans le cadre de l'European Services Forum. Elle a essayé de faire pression sur la Commission européenne et cette institution lui a cédé pour que, dans le cadre de l'OMC, on discute de la libéralisation des services publics de l'éducation. Même le gouvernement français de gauche n'a aucune intention de saper la compétitivité mondiale de Vivendi ni de La Lyonnaise des Eaux, qui sont deux grands bijoux de l'économie capitaliste française. Aucun gouvernement de France ne va affaiblir la capacité compétitive de ses entreprises. C'est à travers le multimédia et l'enseignement en ligne que la marchandisation de l'éducation est rendue possible. Vous connaissez les chiffres sans doute mieux que moi.

Actuellement, il y a un phénomène extraordinaire qui s'appelle les universités virtuelles. Il paraît qu'il y aurait plus de 700 campus virtuels à travers le monde, cela en plus des 1 017 universités corporatives créées par des entreprises qui forment leurs cadres. La plupart des futurs employés de toutes les grandes sociétés multinationales américaines préfèrent s'inscrire dans ces universités de l'entreprise où ils veulent demain travailler, plutôt que dans les universités traditionnelles, d'autant plus que les diplômes que ces universités corporatives donnent sont plus importants pour ces gens que ceux des universités traditionnelles. Tout cela est fait comme un *business* d'éducation à distance ou par multimédia que l'on achète. L'an dernier, fin mai, se tenait à Vancouver le premier Marché mondial de l'éducation. Chose intéressante, l'organisation relevait d'une compagnie spécialisée dans les foires, les congrès et les expositions. On organise pareillement une

foire de l'éducation, une foire de cacahuètes ou de papier couche pour les bébés, c'est la même chose! Cette compagnie a été la première à organiser à Cannes le marché MILIA, marché international de l'audiovisuel et de l'information. On m'avait invité, au cours des dernières années, parmi les conférenciers dissidents, non favorables à la marchandisation des technologies de l'information. Au dernier MILIA, il y avait 22 000 personnes, un succès fou. À Vancouver, il y avait 4 000 personnes, plein de ministres du monde entier, et tous ces gens parlaient du marché de l'éducation, d'entreprise d'éducation, de marché des professeurs et des produits et services pédagogiques. Qui prépare tout cela? Les spécialistes de Vivendi, de America On Line (AOL), qui sont des professeurs d'université et de collège. Pourquoi vous, les syndicats, n'avez-vous pas protesté publiquement contre l'organisation d'un tel marché mondial de l'éducation? Pourquoi êtes-vous restés assis? Nulle part de par le monde, je n'ai vu depuis un an des syndicats de l'éducation faire des analyses critiques ou protester, sensibiliser les gens afin de refuser qu'il y ait de tels marchés mondiaux de l'éducation. On ne doit pas accepter cela. Au moins, que les personnes concernées protestent en disant: «Je ne veux pas être une marchandise.»

Après avoir dit que nous sommes tous des ressources humaines, après avoir dit que nous sommes tous au service de la compétitivité, après avoir finalement accepté que toute l'éducation soit une marchandise, nous voici tombés dans un piège encore plus subtil. Le quatrième piège concerne le langage de l'enseignement. Le langage de la politique pédagogique, la culture derrière les finalités de l'éducation doivent être celles de la *technè-logos*, de la technologie. Non pas de la technique, mais le discours de la technologie, le discours de la *technè* qui doit orienter tout. En quoi ce piège se manifeste-t-il? À supposer que, dans la société de la connaissance actuelle, vous vouliez définir ce qu'est la connaissance, vous constaterez une chose étonnante. Nous pensons aux compétences et aux savoirs du domaine scientifique, à toutes les disciplines

liées aux sciences cognitives, à tout ce qui concerne les rapports avec les machines, le marketing et les finances, la gestion. Ce sont là les domaines de la connaissance. À l'entrée de la Sorbonne, on disait que l'arbre de la connaissance avait deux grandes branches: les sciences de la Nature et les sciences de l'Homme. Maintenant, les sciences de l'Homme sont dénigrées: les connaissances pratiques, la mémoire des sociétés, les communautés indigènes, la pharmacopée chinoise, la connaissance des émotions, tout cela n'est plus considéré comme des savoirs.

J'ai fait un test à mon université: j'ai proposé qu'on engage un professeur pour enseigner la littérature byzantine du XIII<sup>e</sup> siècle. On a ri, voilà ce que j'ai obtenu pour réponse. Vous-mêmes vous riez. À quoi sert aujourd'hui la littérature byzantine du XIII<sup>e</sup> siècle? Dans votre cégep, pouah! En revanche, j'ai proposé de financer quelqu'un qui pouvait apporter à l'Université de Louvain des connaissances supplémentaires en matière de reconnaissance de la voix. C'était afin que vous et moi, dans 10 ans, nous puissions rentrer chez nous en disant au réfrigérateur «ouvre-toi», et lui de répondre «non». Là, tout le monde est content, car le marché de la compétitivité fonctionne. Il faudra faire une génération nouvelle de réfrigérateurs, car actuellement, on ne les change pas; il faut des innovations technologiques pour démarrer l'expansion d'un marché. Il faut donc un professeur pour innover dans la reconnaissance de la voix et relancer le marché. Ça c'est important, ça c'est la technologie.

Au mois de mars de l'an 2000, les 15 chefs d'État de l'Union européenne ont fait un grand conseil européen, comme le Sommet des Amériques qui se tiendra bientôt à Québec. C'était à Lisbonne. On a fait une grande déclaration finale et les chefs d'État ont fait une déclaration solennelle aux gens de l'Europe. Ils ont dit ceci: «Nous avons confiance que la tâche principale des jeunes générations, d'ici l'an 2015, est de faire la "e-économie" la plus compétitive au monde. Et à cette fin, nous décidons que d'ici l'an 2003, tous les établissements d'éducation de l'Europe

doivent être équipés avec Internet.» Vous voyez les pièges de la compétitivité et de la technocratie. On va faire le renouvellement total du système d'éducation parce qu'on va mettre des bidules dans les écoles! Ce sont les chefs d'État de l'Europe qui pensent ainsi, eux qui forment ensemble la première puissance économique et commerciale au monde. Ces gens-là disent que l'éducation est l'instrument majeur pour faire cela.

Ce n'est pas étonnant que le cinquième piège soit devenu si important et si subtil qu'il nous a pénétrés et que nous l'avons intériorisé en douceur, sans même savoir que nous en devenions victimes. Ce piège est le fait que le système d'éducation n'a pas un fonctionnement fondé sur une culture de l'égalité, de la citoyenneté, mais fondamentalement sur le fait de légitimer l'équité. Que veut donc dire légitimer l'équité plutôt que de promouvoir l'égalité de la citoyenneté? Petit à petit, dans nos sociétés, on a commencé à se demander: «Qu'est-ce que c'est que cette égalité?» Il faudrait avoir le courage et l'honnêteté de dire qu'il existe des inégalités dans la nature, qu'il y a les gros et les petits, les imbéciles et les intelligents. Puis, il y a les inégalités qui prennent origine de la vie économique: celui qui est malin, celui qui est fainéant. Il y a aussi les capacités, vu la complexité du monde. De plus, certaines gens ne peuvent pas suivre, ne peuvent pas comprendre. Alors, ce qui est important, ce n'est pas de lutter contre l'inégalité, c'est de créer les conditions de départ égales pour tous. Si à l'arrivée, nous nous retrouvons inégaux, ce n'est pas grave, car les chances ont été données à tous. Il faut dire alors que la véritable justice dans notre société n'est pas la lutte aux inégalités, mais que ce serait plutôt de donner à tous la liberté de pouvoir participer et d'entrer dans le marché de la vie. Il est juste et bon, autrement dit équitable, qu'il y ait des inégalités. Il est aussi injuste et inéquitable d'essayer d'éliminer les inégalités par la citoyenneté. La thèse ne porte pas sur les inégalités de revenu, elle porte sur les aptitudes. On dit ceci: «Si tu n'as pas acquis les connaissances nécessaires, tu ne peux pas participer à la

société, tu ne peux pas avoir les mêmes pouvoirs de décision dans les affaires de la cité. » Pourquoi ? Parce qu'on t'a imposé au départ les conditions d'accès à l'école. Et si après 14 ans de scolarisation, l'école démontre que tu n'es pas capable d'aller à l'université, alors pourquoi tu protestes ? Et si on t'a admis à l'université et que, pendant quatre ans, tu as fait l'université dortoir pour les chômeurs de demain au lieu d'aller dans la grande école réputée, pourquoi tu veux participer ? À l'arrivée, l'école a jugé ta performance après 14 ans, elle a certifié que tu pouvais acquérir seulement certains savoirs, elle a certifié tes limites.

Le cinquième piège est donc le suivant : On se réfère à l'autorité de la légitimité de l'école qui constate qu'il est juste et bon qu'il y ait des inégalités dans l'accès à la citoyenneté. On t'avait donné l'opportunité d'accéder à la connaissance, et tu n'as pas voulu, ou bien le Bon Dieu n'a pas été bon avec tout le monde. On ne peut pas viser l'égalité, on peut seulement viser l'équité, qui est la véritable forme de justice sociale. Alors que faire ? Je n'ai aucune intention de vous donner ici un mode d'emploi et je n'ai aucune légitimité pour cela.

Je vais donc lancer des pistes de réflexion. La première chose que nous devrions faire est de délégitimer les principes fondateurs que j'ai mentionnés, la compétitivité, par exemple. Combien d'entre vous acceptent l'idée de la compétitivité ? Si vous en acceptez la logique, c'est fait ! Si vous acceptez cela, vous vous êtes trompés de salle. C'est fini, car les cinq pièges vont de pair avec la compétitivité. Quand vous faites une déclaration presque universelle de l'éducation, la première chose à dire est : « Non, nous ne sommes pas pour la compétitivité, nous ne sommes pas pour la ressource humaine. Nous ne pensons pas que l'éducation doit être mise au service de la compétitivité nationale. » Vous savez, si vous faites cela dans certains pays, vous serez immédiatement licenciés. Mais vous devez le faire, sinon on vous licenciera de toute façon comme une vieille ressource humaine non rentable et non recyclable.

La deuxième chose qu'il me semble nécessaire de faire est d'essayer de reconquérir la maîtrise de l'ordre du jour du monde de l'éducation, l'agenda culturel et politique, l'agenda pédagogique. Vous devez être en mesure de le récupérer, car il ne faut pas laisser l'agenda à d'autres acteurs qui ne sont pas de l'instance politique, légitimement élus et mandatés. Que faire avec un pouvoir politique qui n'a plus la légitimité de gouverner, qui privatise et déréglemente, niant ainsi le pacte passé avec les citoyens? Il faut se donner la maîtrise de l'ordre du jour. Quel ordre du jour?

Voici quatre pistes d'action pour reconquérir la maîtrise de l'ordre du jour. Il me semble que, comme syndicat d'enseignants, vous devez lutter surtout contre le système financier actuel. Vous devez vous battre là où est l'origine de votre perte de cette maîtrise, en tant qu'enseignants et pas seulement en tant que citoyens, en disant que le problème de l'éducation est dans le système financier actuel, dans le fait que la logique financière l'emporte dans toutes les décisions politiques de nos communautés. Vous ne pouvez pas réussir à moins de parvenir avec les autres à modifier le système financier actuel. Vous ne pouvez dire que vous ne comprenez rien, car le système financier actuel est très clair et simple, et tout le monde peut le comprendre.

Voici la deuxième piste: Il faut réinventer le politique, demander au politique d'être le politique, exiger de nos gouvernements qu'ils agissent en politiques et non comme des instruments au service du capital national dans un régime de survie mondiale. Battons-nous pour que nos parlements soient véritablement les lieux de la décision publique dans la transparence, où les citoyens sont représentés. Battons-nous pour la revalorisation des conseils municipaux, battons-nous pour des assemblées parlementaires, pour la protection du Saint-Laurent et autres bassins hydrographiques, pour les problèmes agricoles ou pour l'éducation populaire.

Battons-nous pour que des parlements soient créés sur le plan mondial, sinon on n'avancera pas. Essayons de

nous battre pour la création d'une autorité mondiale véritable. Depuis que les États-Unis se sont retirés avec infamie de l'Unesco, cette organisation est morte. L'Unesco ne représente plus la véritable organisation des Nations Unies où sont débattus les problèmes de la science, de l'éducation et de la culture. Il faut la réinventer, car on a besoin d'une organisation telle que l'Unesco, mais sur de nouvelles bases. On ne peut pas laisser les problèmes du monde à une table ronde mondiale des chambres de commerce qui s'occuperaient de l'éducation. Il faut que les syndicats se battent pour une institution mondiale qui reflète les besoins de la population mondiale. La campagne «Droit à l'éducation pour tous», il faut la faire avec la demande d'une nouvelle autorité mondiale possédant des pouvoirs législatifs. Pourquoi a-t-on créé un organe de résolution des conflits au sein de l'OMC, qui représente aujourd'hui la seule véritable autorité politique mondiale existante, pensez-vous? Ce tribunal est composé de cinq experts, non élus, qui décident sans appel. Même les É.-U. ne peuvent aller contre leurs décisions. Ils ont un pouvoir de sanction. On a réussi à créer une telle autorité et on serait incapable de le faire pour l'éducation, pour la santé, pour l'eau? Il faut aussi que le système d'éducation affirme de manière catégorique, tout en se déclarant opposé à la logique de la compétitivité, que sa fonction est celle d'apprendre à «dire bonjour à l'autre». L'école sert à cela. Ce devrait être le slogan de toute l'éducation mondiale.

Voici une dernière grande piste. Il s'agit de l'internationalisation ou la mondialisation de la lutte. La grande faiblesse des syndicats, dans la plupart des domaines, c'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle ils étaient internationalistes et qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, ils restent encore très nationalistes. Il est temps que la mondialité de la condition humaine soit défendue, cette reconnaissance que nous sommes tous partie d'une condition humaine mondialisée. Ce n'est pas la mondialisation, mais la mondialité de notre condition commune. Je crois que cette envie de se positionner dans cette perspective doit inspirer l'action des syndicats, surtout ceux de

l'éducation. Je me permettrai de dire modestement :  
« Réveillez-vous sur le plan mondial. »

ARIANE ÉMOND

Monsieur Petrella, j'aimerais vous dire un des rares poèmes que je connaisse, qui est un manifeste de l'eau à mon avis, écrit par un vieux poète persan du XIX<sup>e</sup> siècle du nom d'Attar. Ça se dit comme suit :

Au bord de la mer. Ayant bu des mers entières, nous restons tout étonnés que nos lèvres soient aussi sèches que les plages et sans cesse cherchons la mer pour les y tremper, sans voir que nos lèvres sont les plages et que nous sommes la mer.

C'est là, pour moi, un manifeste de l'eau et de la solidarité.

### *Questions*

Adrien Bastien (Séminaire Saint-François de Québec, enseignant) : Monsieur le professeur, vous avez souvent utilisé le terme « on ». Quand je me réfère maintenant à mes études universitaires, on a souvent parlé du fonctionnalisme. En économie, on disait : « Qui s'instruit s'enrichit », dans les années soixante. L'école a toujours traduit, dans la réalité auprès des étudiants, ces grandes idéologies que vous semblez aujourd'hui remettre en question. Si l'école nous a transmis des valeurs auxquelles nous croyons depuis un certain temps, que celles-ci soient contestées aujourd'hui par des personnalités aussi importantes que vous, que nous faudrait-il faire à l'avenir ? Considérant que les grandes idées de mondialisation seront dans peu de temps obsolètes, comme vous l'avez dit. Et, peut-être, il y aura d'autres personnes comme vous qui les reprendront et qui les critiqueront. Sommes-nous en éducation comme en économie dans un cycle infernal ?

(Riccardo Petrella prend d'autres questions pour y répondre de façon condensée.)

Michel Roche: Je m'intéresse en particulier à la question de la « revigoration » du politique. Par exemple, le fait de réaffirmer le parlementarisme partout, les comités de citoyens, etc. Voyant la tangente adoptée par les divers partis sociaux-démocrates d'Europe comme d'ailleurs, de quelle façon envisagez-vous cette lutte pour faire en sorte que le politique se dissocie davantage du financier ?

Christiane Houde (Cégep de Granby, enseignante): J'ai envie de partager une expérience avec vous. J'ai fait lire à mes étudiants, dans mon cours de français, votre opuscule intitulé *L'éducation victime de cinq pièges*. Je leur ai posé cette question afin qu'ils fassent un essai après la lecture: « Est-ce que les pistes et les solutions proposées au dernier chapitre vous semblent réalisables ou bien utopiques ? » Je suis contente aujourd'hui que votre discours existe, car il n'y avait pas d'anti-discours à la globalisation auparavant. On commence seulement à en développer un. La plupart des réponses de mes étudiants consistaient en de grandes professions de foi enflammées, comme quoi il s'agit d'un monde idéal qu'on voudrait voir advenir. À l'opposé, ils pensent qu'il est impossible à tous d'aller à l'université; ceux qui décrochent seraient responsables parce qu'ils n'ont pas voulu travailler. Nos jeunes vivent actuellement dans ce système de compétitivité. Je peux bien les faire travailler en équipe dans ma classe, il n'en demeure pas moins qu'ils vivent dans ce type de société et qu'ils y baignent quotidiennement. Vous demandez aux syndicats de revendiquer, de dénoncer le mode de financement actuel. Or ce n'est pas là un geste que l'on ne fait pas à la FNEEQ. On le fait bien, mais on se fait dire: « Vous êtes gras dur, de toute façon. » Investir plus en éducation n'est pas la solution, même le ministre de la Santé dit la même chose. En fait, ce qui est préoccupant, c'est que les jeunes prennent bien le discours, mais qu'ils ne voient pas du tout comment nous

pourrions tous nous en sortir. Voilà l'expérience que je voulais partager.

RICCARDO PETRELLA

Je crois que les trois questions posent le même problème. Je vais répondre spécifiquement à chacune. Je commencerai par la deuxième, parce qu'elle est conductrice par rapport aux deux autres questions. Aujourd'hui, quand je parle de la nécessité de réinventer le politique dans sa forme parlementaire représentative, je pense également qu'il faut revaloriser la politique dans sa forme de démocratie participative et de démocratie directe. Voilà les trois formes de démocratie que nous connaissons. Mais il faut multiplier tout ce qui permet à chacun de nous d'être citoyen dans la gestion des affaires de la cité. On peut utiliser tous les moyens possibles, y compris les technologies de l'information comme Internet. Mais ce qui est important, c'est la culture derrière ce qu'on veut faire, c'est la finalité. Celle-ci consiste à dire: «Pensons-nous que nous pouvons organiser la société démocratique, à l'heure actuelle? Est-ce que vous le croyez?» Nous sommes 6 milliards d'individus aujourd'hui sur la terre, et on sait que la démocratie... hein!

Moi, je vous propose de songer que, dans 20 ans, l'objectif sera d'organiser une société démocratique avec 8 milliards de gens, où chacun serait effectivement participant dans sa destinée. À la limite, ce que je peux admettre théoriquement, c'est de dire que 20 ans, c'est trop loin dans le temps. Mais si nous nous mettons dans une perspective de 50 ans, croyez-vous toujours qu'il sera possible, dans deux générations, d'avoir une société démocratique? Moi, je pense que oui. Alors, où est la pertinence et les moyens d'action? Il y a bien des jeunes qui se disent imbibés, qui ont vécu et qui ont été éduqués avec certaines valeurs à la maison comme à l'école. Ils entendent leurs parents de la moyenne bourgeoisie, dans le milieu des entreprises ou du commerce, ils entendent leurs parents dire qu'il faut lutter, être le meilleur, sinon on est balayé. Ils vivent donc nourris

de cette culture, c'est normal qu'ils disent vouloir devenir les meilleurs pour éviter d'être balayés. Ils disent : « Je peux accepter que vous m'enflammiez avec des idéaux, mais lorsque je sortirai du cégep, je devrai trouver un travail. Si je ne suis pas le meilleur par mes compétences, alors personne ne m'embauchera. Si je veux avoir une maison, une belle voiture, je dois avoir des revenus. Personne ne me donnera tout cela si je ne suis pas rentable et productif. » Il est vrai que la lutte est un instrument pour répondre à tous ces jeunes qui ne voient pas d'autres alternatives. La lutte est une alternative essentiellement politique. Cela veut dire une lutte visant à affirmer la capacité de la société de permettre à chacun d'avoir droit à la vie ; avoir droit à la vie matérielle, ce qui veut dire avoir accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, au logement social. Je dis qu'il est possible d'ici 50 ans, même d'ici 20 ans, d'agir pour créer les conditions permettant de mettre en place une société où tout le monde aura droit à tout cela. Or, on n'y arrivera qu'en créant aussi, entre temps, des institutions politiques qui seront capables de valoriser le bien commun, capables d'utiliser un système financier qui valorise la création de la richesse commune, plutôt que de valoriser l'accumulation de la plus-value de la richesse privée.

C'est pour cela que la lutte contre le système financier actuel est possible et même nécessaire. Il est possible de se battre pour l'élimination des paradis fiscaux, de se battre pour éliminer la spéculation, pour éliminer le secret bancaire. Il est possible de se battre, au cours des 20 ou 30 prochaines années, pour créer un conseil de sécurité financière, comme il existe un Conseil de sécurité militaire, etc. Je crois qu'il est possible d'arriver à la démocratie, mais, bien entendu, ce ne sera jamais la démocratie toute parfaite. Pourquoi Porto Alegre est-il possible ? Une ville qui compte 1,2 million d'habitants, ce n'est pas Harvard, Londres ou Hambourg, c'est une ville du sud du Brésil qui a inventé le budget participatif. Une étude démontre que 180 000 habitants de cette ville participent, depuis 10 ans, à la définition des priorités et à l'utilisation du budget

municipal. Pourquoi est-ce possible là et pas ailleurs? Pourquoi ne peut-on pas faire un budget participatif à Montréal? Cette innovation nous vient du Brésil. Vous savez, les plus grandes innovations financières des dernières années, ce ne sont pas les produits dérivés, ce ne sont pas les fonds de pensions, c'est la Gramine Bank du Bangladesh qui prête aux paysans pauvres. Voilà la plus grande innovation financière qu'on a été capable de mettre en place. Il y a un millier de choses comme celles-là qui se passent à travers le monde. Je pense donc que la lutte reste indispensable.

Alors ces jeunes, que veulent-ils? Je constate les mêmes attitudes que vous, madame. Dans mon université, lorsque je termine les cours après une année, les étudiants viennent me dire: «Monsieur Petrella, est-ce que vous croyez vraiment qu'on y arrivera?» Ils sont choqués, car ils appartiennent tous à la meilleure classe sociale; ils ont été éduqués selon les valeurs traditionnelles. Alors moi, j'arrive et je leur raconte pendant un an toutes sortes de choses qui les enthousiasment. Vous y croyez vraiment? me demandent-ils. Ma réponse, comme l'a dit la collègue de tout à l'heure, c'est de constater qu'il y a des mouvements de protestation à Washington, à Bangkok, à Seattle, à Prague et maintenant à Québec. Qui va dans ces manifestations? Ce sont les jeunes qui vont crier leurs rêves de justice, d'un autre monde. Tous ces jeunes ne font que crier qu'ils veulent un autre monde. La réponse des dominants, c'est de les criminaliser! On annonce qu'ils vont tout casser, qu'ils vont détruire les commerces. On fait peur au monde, aux commerçants. Bien entendu, il y a quelques casseurs, mais comment voulez-vous que dans nos villes il n'y en ait pas, avec toute la violence que les jeunes subissent quotidiennement? Je suis même étonné qu'il n'y en ait pas davantage. Cela signifie que les jeunes sont plus malins et plus intelligents que nous le pensons. Pourquoi les criminalise-t-on maintenant? On connaît les manipulations de la police, les provocateurs de la police dans toutes les manifestations, qui font de la casse afin de rendre responsables les manifestants.

Pour ma part, je pense que les jeunes sont actuellement bien prometteurs. Ils nous donnent l'impression qu'ils sont prêts à intervenir dans la lutte. Ils sont prêts également à faire une révolution du système de valeurs dans lequel ils ont été éduqués. Il est vrai que nous avons besoin de changements et nous sommes aujourd'hui rendus au stade où il faut faire une révolution. Délégitimer, c'est une révolution. On ne peut pas faire de compromis. Alors, est-ce que demain d'autres diront que c'était faux ? C'est clair, il y en aura toujours ; les révolutions sont faites comme cela. Entre 1950 et 1975, nos pères et nos grand-pères et nos mères et nos grand-mères ont inventé le *welfare*, qui était un système que moi, personnellement, j'aimais bien. Le *welfare* à la scandinave s'approchait presque d'une certaine société démocratique, juste et bonne, certes pas parfaite. Je pourrais dire que c'est mon choix, mon évaluation. Mais les sociétés scandinaves de cette époque étaient de bonnes sociétés. Maintenant, elles ont choisi de ne plus être aussi bonnes ; c'est un problème démocratique et elles sont libres. Mais qui nous empêche demain de pouvoir nous battre pour une espèce de *welfare* mondial, de développer des conceptions de type social et révolutionnaire ? Instaurer le *welfare* mondial, cela signifie accepter de dire bonjour à l'autre, d'accepter que l'existence de l'autre est condition de mon existence. Ainsi en sera-t-il pour les 8 milliards de gens.

Merci beaucoup et bonne suite à vos travaux. Bon succès dans votre action.